

Convention collective départementale

**IDCC : 714. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(Moselle)**

(1^{er} février 1973)

(Etendue par arrêté du 23 avril 1974,
Journal officiel du 15 mai 1974)

**AVENANT DU 26 FÉVRIER 2015
RELATIF AUX ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES**

NOR : ASET1550511M

IDCC : 714

Entre :

L'UIMM de la Moselle,

D'une part, et

La CGT-FO métaux de la Moselle ;

La CGT métaux de la Moselle ;

La CFE-CGC métallurgie de la Lorraine,

D'autre part,

il a été décidé ce qui suit :

Article 1^{er}

*Modification de l'article 10 des clauses générales de la convention collective
pour l'industrie du travail des métaux de la Moselle*

1.1. Les dispositions du point 1 de l'article 10 des clauses générales sont supprimées et remplacées par :

« 1. Déclenchement des opérations électorales

En vue de la désignation des délégués du personnel et conformément aux dispositions législatives en vigueur, le personnel est informé par tout moyen permettant de conférer date certaine à cette information de l'organisation des élections. Le document diffusé précise la date du premier tour de ces élections, celle-ci devant se situer dans les 45 jours suivant la date de la diffusion. Lorsque l'organisation de l'élection est consécutive au franchissement du seuil, le premier tour se tient dans les 90 jours suivant le jour de la diffusion.

Les organisations syndicales légalement compétentes sont invitées à établir les listes de leurs candidats et à mettre au point les modalités pratiques d'organisation du scrutin. Celles-ci font alors l'objet d'un protocole préélectoral. L'employeur en informera également par courrier les organisations syndicales représentatives dans l'entreprise ou l'établissement, celles ayant constitué une sec-

tion syndicale dans l'entreprise ou l'établissement, ainsi que les syndicats affiliés à une organisation représentative aux niveaux national et interprofessionnel.

En cas de renouvellement des délégués du personnel, l'invitation prévue ci-dessus doit être faite 2 mois avant l'expiration du mandat des délégués en exercice, la date des élections devant elle-même se situer dans les 15 jours qui précèdent cette fin de mandat.

L'invitation à négocier mentionnée ci-dessus doit parvenir au plus tard 15 jours avant la date de la première réunion de négociation.

Lorsque l'organisation de ces élections fait suite à une demande émanant d'un salarié ou d'une organisation syndicale, cette procédure d'élection doit être engagée dans le mois qui suit la réception de la demande.

A défaut d'accord, notamment dans le cas où aucune organisation syndicale ne s'est manifestée, les modalités pratiques d'organisation du scrutin font l'objet d'une note de service de la direction. »

1.2. Au point 2 de l'article 10 des clauses générales, est ajouté un cinquième paragraphe rédigé comme suit :

« L'élection peut être réalisée par vote électronique sur le lieu de travail ou à distance. La possibilité de recourir à un vote électronique doit être instituée par un accord d'entreprise ou par un accord de groupe comportant un cahier des charges respectant les dispositions légales et réglementaires en vigueur. »

1.3. Les dispositions du point 3 de l'article 10 des clauses générales sont supprimées et remplacées par :

« 3. Listes des électeurs, des éligibles et des candidats

A défaut de protocole préélectoral, les dispositions suivantes seront appliquées par l'entreprise :

- la liste des électeurs et des éligibles sera communiquée par voie d'affichage au moins 15 jours avant le premier tour. Les réclamations au sujet de ces listes électorales devront être formulées par les intéressés dans les 3 jours qui suivront leur publication ;
- les listes des candidats seront présentées au moins 2 jours ouvrés avant le jour du scrutin. En cas d'organisation de vote par correspondance, ce délai sera porté à 8 jours ouvrés.

Au premier tour de scrutin, chaque liste de candidats sera établie par les organisations syndicales légalement compétentes dans l'entreprise. Si le nombre des suffrages valablement exprimés est inférieur à la moitié des électeurs inscrits, il sera procédé, dans un délai de 15 jours, à un second tour de scrutin ; dans ce cas, les électeurs pourront voter pour des listes de candidats autres que celles présentées par les organisations syndicales.

Les listes pourront comporter un nombre de candidats inférieur au nombre de sièges à pourvoir. Elles ne pourront en aucun cas en comporter un supérieur au nombre de sièges à pourvoir. »

1.4. Les dispositions du point 4 de l'article 10 des clauses générales sont supprimées et remplacées par :

« 4. Publicité des opérations électorales

A défaut de protocole préélectoral, les dispositions suivantes seront appliquées par l'entreprise :

- des emplacements spéciaux, en nombre suffisant, seront réservés pendant la période prévue pour les opérations électorales pour l'affichage des communications concernant celles-ci, à savoir :

1. Avis de scrutin ;

2. Listes électorales par collèges ;

3. Textes concernant le nombre des délégués, les conditions d'électorat et d'éligibilité, les élections et les voies de recours possibles ;

- 4. Listes des candidats ;
- 5. Procès-verbaux des opérations électorales dont une copie sera envoyée à chaque organisation syndicale qui aura présenté des candidats ;
- tous les éléments concernant les élections seront communiqués aux VRP, aux travailleurs à domicile ou en déplacement, en même temps qu'aux travailleurs occupés à l'intérieur de l'établissement. »

Article 2

Modification de l'article 12 des clauses générales de la convention collective pour l'industrie du travail des métaux de la Moselle

Les dispositions de l'article 12 sont supprimées et remplacées par :

« Article 12

Bureau électoral

La composition du bureau électoral sera fixée par le protocole préélectoral.

A défaut de protocole préélectoral, le bureau électoral sera composé d'un président et de deux assesseurs, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Un représentant de chaque liste de candidats et une personne des services administratifs pourront être présents sur les lieux du scrutin et veiller à son bon déroulement. Si le bureau avait à prendre une décision, ces personnes auraient simplement voix consultative. Ces personnes pourront faire inscrire au procès-verbal les observations ou constatations qu'elles souhaiteraient voir consigner. »

Article 3

Entrée en vigueur

Conformément à l'article L. 2261-1 du code du travail, le présent avenant entre en vigueur le lendemain de son dépôt.

Article 4

Dépôt

Le présent avenant a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et L. 2231-7 du même code.

Fait à Metz, le 26 février 2015.

(Suivent les signatures.)